

Focalisés sur la montée du populisme, l'élection de Donald Trump et le Brexit, les analystes minimisent les motifs d'optimisme, pourtant réels, que sont la reprise de la croissance et des créations de postes

La crise économique est-elle finie ?

L'embellie ne durera que si l'on prend le tournant du numérique

Pour l'économiste Laurence Boone, la reprise repose sur des mesures ponctuelles, et seules des réformes structurelles doperaient la croissance

Par LAURENCE BOONE

L'effervescence politique mondiale a dominé les marchés au point d'étouffer les bonnes nouvelles économiques. Pourtant, cela fait maintenant presque deux ans que la croissance a repris de façon quasi continue dans la zone euro; les Etats-Unis semblent au pic de leur cycle; même les pays émergents ont renoué avec des taux de croissance supérieurs à 4 % en moyenne. Mais la reprise est essentiellement le fait de politiques cycliques, monétaires et budgétaires, suivant les pays. Elle reste donc modeste, dans l'attente de changements plus structurels, comme ceux apportés par le bouleversement numérique.

La vague de montée du populisme s'est cristallisée autour du rejet de l'Union européenne par le Royaume-Uni, le Brexit, et par l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, sans réel effet économique. Mais le Royaume-Uni dispose d'une monnaie nationale qui permet d'amortir les chocs à court terme... Les conséquences à long terme du Brexit sont inconnues, puisqu'on ne sait de quel accord ils bénéficieront à moyen terme, avec l'Europe comme avec les autres partenaires commerciaux.

Différemment, les marchés se sont focalisés sur une seule partie du programme américain, le stimulus budgétaire, en ignorant délibérément – rationnellement? – les politiques qui auraient des conséquences négatives à court terme, notamment la restriction des échanges avec le Mexique, qui remettrait en cause la chaîne de production de pans entiers du secteur manufacturier américain.

LA PEUR DES EXTRÊMES

Les élections européennes, et notamment françaises, ont soulevé un problème différent: l'anxiété des marchés reflète plus la crainte d'une destruction de la zone euro qui suivrait la demande de sortie de l'euro en cas d'arrivée de l'extrême droite ou de l'extrême gauche au pouvoir. La probabilité d'un tel scénario peut certes apparaître faible aujourd'hui, pour des raisons variées, mais aurait des conséquences substantielles puisqu'elle s'étendrait à l'ensemble de l'union économique et monétaire, et aurait des conséquences bien au-delà du cadre économique, politiques et géopolitiques.

Parmi ces conséquences, les bonnes nouvelles économiques sont passées sous le radar des analystes, à peu près jusqu'à ce que ces peurs commencent à reculer, en même temps que la dynamique électorale penchait davantage en faveur du «nouveau» candidat Emmanuel Macron qu'en faveur des candidats de l'extrême gauche ou droite. Pourtant, quelques chiffres sont spectaculairement convaincants:

– Le taux de croissance du PIB aux Etats-Unis affiche plus de 2 % en moyenne chaque trimestre depuis 2015, l'Europe plus de 1,8 %, et les émergents 4,2 %, depuis que le Brésil et la Russie sont sortis de récession. Même la Chine continue d'afficher des taux de croissance insolents.

– Le chômage a baissé de plus de 13 % en deux ans dans les économies avancées, 14,5 % aux Etats-Unis, 15 % en zone euro et 3 % en France sur les deux dernières années.

– L'inflation repart à la hausse: Etats-Unis, zone euro, pays émergents affichent des taux de croissance autour des 2 %, tournant le dos aux craintes déflationnistes d'il y a à peine encore un an.

C'est précisément la faiblesse de l'inflation qui a maintenu longtemps une pression à la baisse sur les espoirs d'une reprise consolidée, ainsi que la moindre ampleur du cycle aux Etats-Unis, stigmatisée par Larry Summers dans ses discours sur la stagnation séculaire... Pour être juste, on ne peut nier que les taux de croissance tendancielles soient encore faibles et que des doutes persistent sur la capacité des nouvelles technologies à soutenir une croissance plus élevée, comme par le

passé, alors que les bénéfices de l'ouverture des échanges et de la déréglementation financière pré-2007 appartiennent à la période pré-crise.

Il faut aussi reconnaître que la croissance européenne n'est vraiment repartie que bien après l'été 2014: le discours marquant de Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, cet été-là, appelant à combiner soutien budgétaire européen et réformes structurelles nationales à sa politique monétaire accommodante n'aura eu que peu d'effets chez les dirigeants politiques, laissant la BCE seule avec la politique d'achats d'actifs et les taux négatifs (fin 2014 pour la première) pour faire déprécier le taux de change, bon vieux catalyseur des coups d'accélérateur pour sortir de la crise.

Les effets de telles politiques se font généralement sentir un an plus tard... ce qui s'est effectivement passé. Mais cela fonctionne à plein: tous les pays de la zone euro affichent des taux de croissance ou des taux d'inflation de 1 % à 2 %. La différence entre les pays tient essentiellement à leur ouverture commerciale, qui permet, ou non, d'apporter de la demande et, donc, de la croissance supplémentaire.

L'essai ne sera transformé qu'en s'attaquant au prochain grand défi, celui du bouleversement numérique. L'analogie avec les technologies d'information et de communication (TIC) est frappante: le numérique fait peur mais peut aussi être la source d'une croissance bien supérieure dans les pays qui sauront produire du digital et l'utiliser. L'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques] montre ainsi que les entreprises à la frontière technologique sont déjà plus productives et sources de croissance que les autres et que les pays qui ont produit et su utiliser les TIC ont connu un taux de croissance supérieur de 1 point de PIB à ce qu'il aurait été autrement... et seulement de 0,3 point pour les autres. Plus un pays est agile à se restructurer et faire naître et croître les entreprises, plus il saura prendre ce tournant du numérique!

La croissance est de retour, mais boostée par des politiques économiques cycliques et principalement monétaires; sans transformation de structures de nos économies, pour saisir les opportunités, non seulement la croissance restera faible, mais l'ombre de politiques de fermeture continuera de peser sur la prospérité. ■

J

Laurence Boone est chef économiste du groupe Axa. Elle a été conseillère de François Hollande à l'Élysée de 2014 à 2016.

Le plein-emploi est un idéal à double tranchant

La baisse du chômage n'est pas hors de portée, affirme Eric Heyer, de l'OFCE. Mais elle induit précarité et inégalités dont il faut se prémunir

Par ÉRIC HEYER

Au cours de la période 2008-2014, près de 400 000 emplois salariés ont été détruits dans le secteur marchand français. Ce résultat est sans précédent dans l'histoire de l'économie française depuis les années 1970 et est révélateur de l'intensité de la « grande dépression économique » commencée début 2008 et qui a secoué les économies mondiale et hexagonale. Depuis deux ans, l'hémorragie semble s'être arrêtée et les entreprises françaises recommencent enfin à embaucher: près de 86 000 emplois créés en 2015 et 210 000 en 2016. Peut-on dès lors siffler la fin de la « crise de l'emploi »?

Remarquons, tout d'abord, que la question de la fin de la crise de l'emploi dans son assertion « quantité » ressurgit à la suite d'un regain de croissance économique dans le pays. Après avoir connu un rythme annuel moyen de croissance du PIB de 0,4 % au cours de la période 2008-2014, l'économie française a recommencé à croître depuis deux ans à un rythme de 1,1 %, niveau supérieur à sa tendance de productivité (0,8 % par an), seuil autorisant les créations d'emplois.

Cela nous rappelle, comme n'ont de cesse de l'indiquer les chefs d'entreprise au travers des enquêtes de l'Insee, que ce sont avant tout les carnets de commandes dégaris – et donc la faiblesse de la croissance économique – qui bloquent leurs décisions d'embaucher plus que la « rigidité » des règles de rupture du contrat de travail. Or, l'absence de reprise durable au cours des sept années qui ont suivi la crise tranche singulièrement avec l'évolution du PIB observée après les diverses crises qui ont ponctué l'histoire de l'économie française.

La récession de 2008-2009 a certes entraîné un recul de la production bien plus ample qu'en 1975 ou en 1993, ce qui contribue à expliquer le retard actuel de l'activité. Il tient aussi et surtout à l'étouffement rapide de la reprise qui s'était amorcée dans le courant de l'année 2009 et que les politiques de rigueur mises en place en France et en Europe ont interrompue début 2011. Celles-ci ont pesé sur la croissance européenne et française et sont responsables d'une partie de la « crise de l'emploi » observée depuis 2011: cette

orientation a exercé des effets d'autant plus nécessaires qu'elle a été appliquée alors que l'économie portait encore les stigmates de la récession et qu'elle a été conduite simultanément chez les partenaires européens de la France. Face à ce choc macroéconomique commun, les pays européens, du Sud principalement, se sont lancés dans une stratégie de « dévaluation compétitive » à l'image de celle menée en Allemagne quinze ans plus tôt, pesant à leur tour directement sur les performances françaises.

Par ailleurs, l'amélioration récente de l'activité en France ne permet pas à elle seule d'expliquer le rebond de l'emploi au cours des deux dernières années. Celui-ci est dû également à la politique de ce gouvernement, qui, dans la lignée des gouvernements successifs depuis 1993, a instauré une politique d'exonération de charges sociales sur les bas salaires. Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et le pacte de responsabilité s'inscrivent en effet dans cette stratégie. Cette politique favorise la demande de travail des non-qualifiés et aurait permis, selon nos évaluations, de créer ou de sauvegarder près de 160 000 emplois depuis sa mise en place.

Mais cette volonté doctrinaire d'enrichissement de la croissance en emploi couplée à une baisse tendancielle des gains de productivité pose la question des caractéristiques des emplois créés. La notion de crise de l'emploi ne peut se résumer uniquement au nombre d'emplois créés mais doit être complétée par l'observation de la « qualité » de ces derniers. Or, au cours de crises, certains pays développés ont réussi à retrouver le plein-emploi alors que leurs performances économiques restaient somme toute décevantes, voire médiocres. Les entreprises de ces pays ont eu recours à la flexibilité interne: soit en limitant la hausse des coûts salariaux en ajustant leurs volumes horaires, soit par une baisse ou un gel des salaires distribués, soit en utilisant les deux simultanément.

«MINIJOBS» ET SALAIRES D'APPOINT

En période de crise, les entreprises essaient généralement d'attendre la confirmation du ralentissement conjoncturel avant de procéder à des suppressions d'emplois. Elles préfèrent jouer sur le temps de travail – directement dans certains pays comme les Etats-Unis et le Royaume-Uni, et par la baisse des heures supplémentaires ou le recours au chômage partiel dans les autres (notamment en Allemagne et en Italie) – et sur des baisses de salaire lorsqu'elles en ont la possibilité – c'est le cas au Japon, et dans une moindre mesure au Royaume-Uni.

Si le plein-emploi est donc statistiquement atteignable – y compris en période de faible croissance – et doit rester un objectif de politique économique, il est important de rappeler qu'il ne garantit pas la qualité de l'emploi et comporte une face cachée: celle-ci prend la forme d'un effondrement de la productivité du travail (Royaume-Uni), d'un découragement accru des chômeurs provoquant la baisse du taux d'emploi (Etats-Unis), d'une insertion partielle pour les femmes et les jeunes sur le marché du travail (pays européens), d'un durcissement des conditions de travail, du développement des horaires atypiques et d'une montée des inégalités (notamment intergénérationnelles au Japon) et de la précarité.

Ainsi, la hausse du taux d'emploi n'est pas synonyme de progrès s'il est dû au développement d'emplois à temps partiel qui s'apparentent à des « minijobs » pour les jeunes ou à des salaires d'appoint pour les femmes. Afin de sortir de la crise de l'emploi par le haut, deux pistes doivent être menées: la première est de consolider la reprise en orientant la gouvernance en zone euro vers des politiques macroéconomiques plus coopératives, mieux adaptées à la conjoncture et prenant en compte les contraintes environnementales. La seconde en améliorant la qualité de l'emploi dans toutes ses assertions, que ce soit la santé, la sécurité au travail et les conditions de travail, les rémunérations, le temps de travail et l'accès à un logement de qualité. ■

J

Eric Heyer est directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques et enseignant à Sciences Po Paris

CARTE BLANCHE – SERGUEI | Guyane

